



Bonjour,

Décembre a été à l'image de l'ensemble de 2022, marqué par de fortes turbulences socioéconomiques. Au Canada, la création d'emplois est en berne, et le chômage devrait se remettre à augmenter au début de 2023. Du côté des États-Unis, les entreprises sont confrontées à une nouvelle difficulté : la pénurie de main-d'œuvre. La récession sévit bel et bien à présent en Europe, selon les indices PMI publiés par S&P Global Ratings. La crise économique est telle en Grande-Bretagne que la grogne sociale enfle comme jamais : 1.5 million de travailleurs s'apprêtent à se mettre en grève au début de 2023. En Chine, la nouvelle vague de COVID-19 force les usines à tourner au ralenti, certaines à seulement 20% de leur capacité. Quant au prix du gaz naturel, il est carrément devenu « imprévisible ».

Bonne lecture!



CAD

La valeur de la paire USDCAD a fluctué entre 1.3384 et 1.3707 en décembre. L'Indice des prix à la consommation (IPC) a crû de 6.8% en novembre, soit un léger recul par rapport à la hausse de 6.9% du mois précédent, selon Statistiques Canada. À noter qu'au Québec, il est brutalement passé de 6.4% à 6.8% durant le même laps de temps. Dans l'optique de contrer l'inflation « encore trop forte », la Banque du Canada (BdC) a augmenté, en décembre, son taux directeur de 50 points de base, à 4.25%. Il s'agit de son niveau le plus élevé depuis 2008.

La hausse se poursuivra-t-elle en 2023? La prochaine décision de la BdC sera dévoilée le 25 janvier, mais nombre d'analystes estiment que l'ampleur et la cadence des hausses de son taux directeur devraient aller en s'amenuisant durant la nouvelle année. « L'évolution à court terme de l'économie et de l'IPC déterminera si une autre augmentation de 25 points de base est nécessaire, ou pas », a expliqué Sébastien Lavoie, l'économiste en chef de la Banque Laurentienne.

L'économie canadienne n'a créé que 10 000 emplois en novembre, pour un taux de chômage de 5.1%, selon Statistiques Canada. Le nombre de travailleurs dans la construction a diminué de 25 000, annulant les gains réalisés le mois précédent, tandis que l'emploi dans le commerce de gros et de détail a reculé pour la quatrième fois en six mois. La seule province où l'emploi a crû de manière significative est le Québec, avec une augmentation de 28 000 emplois (+0.6%) en novembre ; il s'agit d'une troisième hausse en quatre mois. Quant au taux de chômage, il s'est établi à un nouveau creux record de 3.8%.

Selon les experts du Fonds monétaire international (FMI), le chômage devrait augmenter « modérément » au Canada en 2023, pour atteindre les 6%, soit son niveau d'avant la pandémie. C'est que l'économie canadienne devrait tourner au ralenti dans les prochains mois, et même connaître une période de « récession technique ». Ces projections rejoignent celles de la BdC, qui table sur une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 1% en 2023 et sur une inflation à 2% en 2024.



USD

L'indice Dollar US (DXY) a reculé en décembre, passant de 104.73 à 103.49. L'Indice des prix à la consommation (IPC) a grimpé en novembre de 7.1%, soit sa plus faible progression depuis décembre 2021. « Ne vous y trompez pas, les prix sont encore trop élevés », a dit le président américain Joe Biden, en soulignant que « les choses s'améliorent et vont dans la bonne direction ».

Cela étant, la Réserve fédérale (Fed) a relevé en décembre son taux directeur d'un demi-point de pourcentage, si bien qu'il se situe maintenant dans une fourchette de 4.25 à 4.50%. Cela correspond à son niveau le plus élevé depuis 2007. Aussi, la Fed a prévenu qu'elle ne comptait pas s'arrêter dans son élan : de nouvelles hausses seront « appropriées » en 2023, a-t-elle indiqué dans une note où il était précisé que la barre symbolique des 5% serait sûrement franchie dans les mois à venir.

C'est que les experts de la Fed sont aujourd'hui moins optimistes qu'ils ne l'étaient en septembre dernier. Ils voient l'inflation américaine à 3.1% en 2023, alors qu'ils pensaient auparavant qu'elle serait de 2.8%. Même chose pour la croissance économique, qui ne devrait plus être que de 0.5% en 2023, au lieu de la prévision précédente qui était de 1.2%. « Quant à une prochaine récession, je ne pense pas que quelqu'un soit en mesure de dire s'il y en aura une aux États-Unis en 2023, ou pas », a dit Jerome Powell, le président du Conseil des gouverneurs de la Fed.

Chose certaine, les entreprises américaines sont maintenant confrontées à une « pénurie de main-d'œuvre structurelle », le taux de chômage étant de seulement 3.7%. Cette situation devrait perdurer selon Jerome Powell, car les États-Unis font face à une « vague de départs à la retraite anticipée », à une immigration « insuffisante » et à la disparition brutale d'« un million et demi de travailleurs » à cause de la COVID-19.



EUR

L'euro est demeuré au-dessus de la parité avec le dollar américain en décembre, la valeur de la paire EURUSD ayant oscillé entre 1.0393 et 1.0737. Le taux d'inflation dans la zone euro a été de 10.1% en novembre, ce qui revient à un recul d'un demi-point de pourcentage par rapport au mois précédent, selon Eurostat ; il s'agit de son premier ralentissement depuis juin 2021.

Face à un tel niveau d'inflation, la Banque centrale européenne (BCE) ne cache pas son intention de poursuivre la hausse de ses taux directeurs, aujourd'hui à 2% pour le taux de facilité de dépôt et à 2.50% pour le taux de refinancement. « Nous n'avons pas d'autre choix que d'agir en ce sens », a dit le vice-président Luis de Guindos, en soulignant que les hausses de 50 points de base pourraient bien « devenir la norme » à court terme.

De leur côté, nombre de gouvernements de la zone euro sont en quête de liquidités afin d'amortir le choc de la récession, en vigueur depuis novembre, selon les indices PMI publiés par S&P Global Ratings. L'Allemagne entend ainsi émettre un volume record de dette brute, à hauteur de 539 milliards d'euros (780 milliards de dollars) en 2023, a indiqué l'Agence de la dette allemande (Finanzagentur). Le précédent record datait de 2021, avec 483 milliards d'euros, lorsque le gouvernement allemand avait dû faire face aux coûts liés à la pandémie.

Le hic? Les investisseurs semblent avoir « peu d'appétit pour les obligations européennes » qui seront émises en 2023, estime Julian Le Beron, directeur des investissements dans les titres à revenu fixe de base chez Allianz Global Investors. Selon lui, le timing n'est « pas optimal », vue la récession, la guerre russe en Ukraine qui fait bondir les prix de l'énergie et la hausse incessante des taux d'intérêt. D'ailleurs, lui-même confie vendre des obligations allemandes pour acheter des bons du Trésor américain, les incertitudes étant moins grandes aux États-Unis concernant la croissance économique et l'inflation.



GBP

En Grande-Bretagne, la valeur de la paire GBPUSD a reculé en décembre, passant de 1.2253 à 1.2097. Le taux d'inflation a fléchi, à 10.7% en novembre, sous l'effet d'une baisse du prix des carburants et des voitures d'occasion. Il avait été de 11.1% en octobre, son plus haut niveau en 30 ans, selon le Bureau des statistiques nationales (ONS).

La Banque d'Angleterre a augmenté en décembre son taux directeur d'un demi-point de pourcentage, à 3.50%. Son comité de politique monétaire a expliqué dans une note que les incertitudes économiques nationales et internationales étaient encore « considérables », ce qui le poussait à « répondre avec force » aux pressions inflationnistes ; et que cela se poursuivrait « tant que cela serait nécessaire ».

Au troisième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) de la Grande-Bretagne a enregistré un recul de 0.3%. La plupart des analystes considèrent donc que la récession attend sûrement le pays pour le début de la nouvelle année. Résultat? La grogne sociale s'intensifie comme jamais en Grande-Bretagne. Infirmières, cheminots et autres policiers des frontières se mettent en grève les uns après les autres depuis le début de décembre. Selon la BBC, cela pourrait représenter quelque 1.5 million de travailleurs en grève durant les prochains mois, rien que dans le secteur public.

Un sondage réalisé et publié le 1er janvier par le quotidien The Independent a mis au jour le fait que 56% des Britanniques considéraient que l'économie du pays pâtissait avant tout du Brexit, à savoir du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne survenu en janvier 2020. Et ils sont aujourd'hui 65% à réclamer un retour aux urnes pour un nouveau scrutin (ils étaient 55% il y a tout juste un an). Selon le think tank Centre for European Reform, le Brexit aurait déjà coûté 37 milliards d'euros (53.5 milliards de dollars) à l'économie britannique.



CNY

En Chine, la paire USDCNY est passée en décembre de 7.0424 à 6.8972. L'économie chinoise est frappée de plein fouet par une nouvelle vague de COVID-19, à la suite de la levée des restrictions de la politique « Zéro COVID ». L'activité des usines est allée en diminuant pour un troisième mois consécutif, faute de travailleurs valides pour faire fonctionner normalement les chaînes de production.

L'indice officiel des directeurs d'achat (PMI) est tombé à 47 contre 48 en novembre, a révélé le Bureau national des statistiques (BNS) ; un chiffre inférieur à 50 indique une activité en contraction. Il s'agit de la plus mauvaise performance du secteur manufacturier chinois depuis les premiers jours de la pandémie.

« Beaucoup d'usines tournent à 50% de leur capacité, et certaines à seulement 20% », a dit Cameron Johnson, associé chez Tidal Wave Solutions, une entreprise spécialisée dans le conseil en chaîne d'approvisionnement. Ce n'est pas tout. Le PMI non manufacturier, qui concerne l'activité du secteur des services, est tombé à 41.6 contre 46.7 en novembre, selon les données du BNS. La situation est telle que le gouvernement chinois s'est engagé à renforcer son soutien financier aux PME des secteurs de la restauration et du tourisme, dévastés par la nouvelle vague de COVID-19.

La situation va-t-elle encore s'aggraver en 2023? Pas sûr, estiment des analystes de JP Morgan, qui pensent que l'économie chinoise repartira d'un bon pied après un premier trimestre de transition, le temps que s'estompe l'actuelle vague de COVID-19. Leur prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) chinois pour 2023 est ainsi récemment passée de 4% à 4.3%.



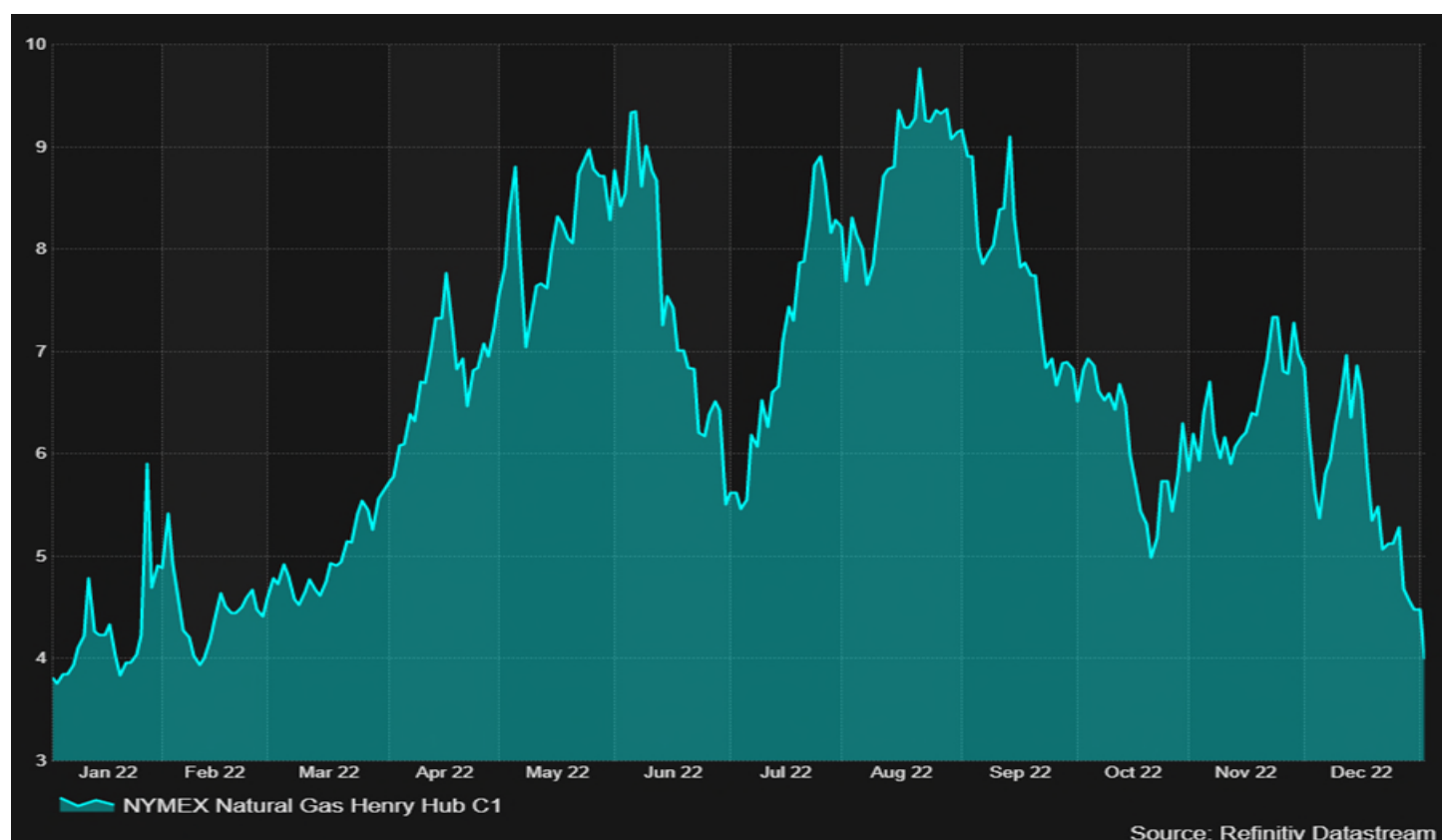
GAZ NATUREL

En ce début de janvier, le prix de gros du gaz naturel est tombé en Europe à son niveau le plus bas depuis l'offensive russe en Ukraine, le 24 février 2022. À 73 euros (106 dollars) le mégawattheure (MWh), il est cinq fois moins élevé qu'en août, où il avait atteint un sommet de 342 euros (495 dollars).

Deux raisons principales expliquent cette chute. D'une part, l'Europe a rempli ses stocks de gaz au maximum possible cet été, en prévision du froid hivernal ; ils sont maintenant comblés à hauteur de 83% alors qu'ils ne l'étaient qu'à 54% avant le conflit en Ukraine, selon Gas Infrastructure Europe. D'autre part, les entreprises et les ménages ont volontairement réduit leur consommation afin d'éviter d'éventuelles ruptures d'approvisionnement au début de 2023. Cela étant, des turbulences sont à prévoir pour la nouvelle année. Tout dépendra de ce que le président russe Vladimir Poutine décidera au sujet des flux de gaz vers l'Europe.

Sommes toutes, les exportations de gaz de Gazprom vers l'Union européenne ont fondu de 55% en 2022, en guise de représailles pour le soutien européen à l'Ukraine, selon le géant gazier russe. De plus, elles pourraient encore diminuer dans les prochains mois, l'Union européenne ayant unilatéralement fixé en décembre un prix plafond du gaz à 180 euros (261 dollars) par MWh à l'échelle communautaire ; cela n'a pas manqué de déclencher l'ire du Kremlin, qui a qualifié cette décision d'« inacceptable ».

« En Europe, le gaz naturel est maintenant confronté à ce qu'on appelle le « principe d'incertitude du Kremlin » », a résumé Thierry Bros, analyste du marché de l'énergie et enseignant à Sciences Po Paris, en soulignant que les variations du prix du gaz étaient à présent devenues « imprévisibles ».



VU DANS NOTRE PÉRISCOPE

2023 sera pire que 2022, selon le FMI

Le tiers de l'économie mondiale sera en récession en 2023, a prédit le 1er janvier sur CBS Kristalina Georgieva, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI). Pour elle, cela ne fait aucun doute : les États-Unis, l'Union européenne et la Chine n'entreront peut-être pas officiellement en récession, mais des centaines de millions de gens de leurs populations subiront la crise tout comme si l'économie de leur pays périssait. Pour eux, « 2023 sera plus difficile à vivre que 2022 », a-t-elle lancé. En cause, les contre-coups de la guerre russe en Ukraine, les pressions inflationnistes et les hausses des taux directeurs des principales banques centrales. La Chine devrait être particulièrement touchée, car « pour la première fois en quarante ans » la croissance chinoise devrait être inférieure ou égale à la croissance mondiale, estiment les experts du FMI.

Source: *The Financial Times*

<https://www.ft.com/content/e9c4743b-945d-422b-8f4b-3c2a8a237b70>

Deux fois plus de congés payés au Mexique!

C'est officiel depuis le 1er janvier, les salariés mexicains ont maintenant 12 jours de congés payés par an. Auparavant, ils en avaient seulement six, ce qui faisait du Mexique l'un des pays où l'on avait le moins de vacances. Mieux, à ces 12 jours accessibles au bout d'un an d'emploi s'ajoutent, durant cinq années, deux jours supplémentaires pour chaque année d'ancienneté, jusqu'à ce que le salarié atteigne un total de 20 jours de congés payés. Lors des discussions parlementaires, des élus ont souligné que « 75% des Mexicains souffraient de stress au travail », soit une proportion supérieure à des pays comme la Chine et les États-Unis. Ils ont aussi ajouté que les Mexicains effectuaient en moyenne 2 137 heures de travail par an, soit « 24% de plus que la moyenne au sein de l'OCDE ».

Source: *Bloomberg et El Pais Mexico*

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-12-14/mexican-paid-vacation-doubles-to-twelve-days-after-bill-passed?leadSource=uverify%20wall>

<https://elpais.com/mexico/2022-12-06/morena-modifica-la-reforma-de-las-vacaciones-ante-el-cabildeo-de-los-empresarios.html>

JOURNÉES DE CONSULTATIONS VIRTUELLES SANS FRAIS

Afin de contribuer au soutien des PME du Québec, FINMETRIX offre des consultations confidentielles, sans frais et sans engagement tous les vendredis. L'objectif est d'effectuer le bilan de la situation et trouver une solution adaptée en matière de gestion de risques de devises. N'hésitez pas à partager avec les entreprises dans le besoin.

Durée : séance de 30 minutes à distance

Contactez-nous pour vous inscrire : strategie@finmetrix.com

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX